



Les retraité·es mobilisé·es le 20 mars

Plusieurs organisations de retraité·es appellent à des actions le 20 mars 2025 pour la revalorisation des pensions et le droit à la santé. Lancée dans le cadre de la campagne sur « la reconquête de la sécurité sociale », la journée portera en même temps, à l'échelle confédérale, sur la revendication de l'abrogation de la réforme des retraites.

Entretien avec Cathy Cau, Secrétaire générale de l'Union confédérale CGT.

L'Union confédérale des retraité·es (UCR) CGT et sept autres organisations de retraité·es appellent à une mobilisation le 20 mars prochain. Comment cette action a-t-elle été décidée ?

Le comité général des 9 et 10 décembre 2024 a décidé de lancer une campagne revendicative sur « la reconquête de la sécurité sociale » tout au long de l'année 2025. Cette campagne a pour objectif de célébrer les 80 ans de la sécurité sociale de manière revendicative. Il faut bien mesurer que notre sécurité sociale fait l'objet, depuis sa création, d'attaques incessantes de la part du patronat et des libéraux, qui remettent en cause sa pérennité. L'action du 20 mars des retraité·es s'inscrit dans un processus revendicatif de l'UCR qui porte dans un même mouvement le niveau des pensions de base et complémentaires et leur revalorisation, le droit à la santé et l'accès aux soins et la reconquête de la sécurité sociale.

Cela fait plusieurs années que les organisations CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, Solidaires, FGR-FP et LSR, Ensemble & Solidaires se mobilisent ensemble sur le pouvoir d'achat. Est-ce un nouvel appel unitaire ?

À l'exception de FO, toutes ces organisations appellent à se mobiliser le 20 mars. La mobilisation s'annonce déjà très importante. On sait que de nombreux bus ont déjà été réservés. Pour financer l'action, nous vendons un badge siglé « La Sécu, vitale pour toutes et tous ». Cette journée nationale d'action unitaire des UFR et USR est une première étape de notre campagne de reconquête de la sécurité sociale. Elle est décentralisée en région, pour aller en direction des ARS ou des préfectures. Nous voulons qu'elle marque le paysage revendicatif des retraité·es, leurs exigences sociales sur l'ensemble du territoire, qu'elle donne confiance dans le processus revendicatif, dans la mobilisation des retraité·es et qu'elle participe à faire reculer le fatalisme.

Pourquoi les retraité·es sont-ils/elles prêt·es à se mobiliser aujourd'hui ?

Cela fait plus d'une décennie que les retraité·es sont désigné·es comme responsables de tous les maux de la société, des déficits de la sécurité sociale, des consommateurs de médicaments, de vivre mieux que les actifs·ves, d'être propriétaires et d'économiser leur loyer tandis qu'ils/elles accumulent sur leur livret d'épargne etc. Et chaque jour, gouvernement et patronat sortent une piste pour que ce soit par les retraité·es qu'ils/elles puissent imposer le financement de leurs politiques budgétaires d'austérité. La réalité des retraité·es n'est pas celle qu'on veut bien nous

montrer dans les médias : deux millions de retraité·es vivent en dessous du seuil de pauvreté et 60 % touchent une pension inférieure au SMIC.

Et quelles sont les revendications qui seront portées lors de cette journée ?

Le 20 mars sera également le jour d'une séance de concertation sur les retraites. Nous savons que le patronat veut faire payer les retraité·es en augmentant notamment la CSG. Nous réaffirmons que les retraité·es ne sont pas des privilégié·es. L'abrogation de la réforme doit être financée par l'augmentation des salaires, notamment ceux des femmes, et la mise à contribution des dividendes. Dans cette journée, nous portons en même temps l'abrogation de la réforme et nos revendications : l'augmentation immédiate de 10 % des pensions de retraite et 300 euros des minima contributifs garantis ; le droit à la santé, l'accès aux soins et à l'autonomie, les centres de santé, la reconquête de la sécurité sociale. À ce jour, cette journée est porteuse d'une grande dynamique par les organisations et d'espoir. Le 20 mars à Paris, nous aurons une manifestation au Ministère de la Santé avec une demande d'audience et une délégation qui ira chez le Premier ministre également pour y déposer nos revendications. À Paris comme en région, des syndicats de salarié·es avec leur Union Départementale se mobilisent pour accompagner les retraité·es dans cette journée. Pour l'UCR CGT, placer les exigences sociales au centre du débat national, c'est tout l'enjeu de la manifestation des retraité·es du 20 mars.